

ment apparent ne signifiait, en fin de compte, rien. Si on prenait en considération deux choses : primo, qu'en réalité, le partage de la Pologne, etc., avait entraîné une frontière commune entre son ennemi le plus grand et éliminé tout tampon qui lui permettait d'établir une certaine protection stratégique contre Hitler, et secundo, les moyens par lesquels ce partage s'était opéré, et ayant amené l'affaiblissement et la démoralisation terrible de son allié, la classe ouvrière, nous avons conclu qu'en réalité, il s'agissait d'un renforcement apparent qui était de fait un affaiblissement de l'Union Soviétique. C'est de la même manière que nous abordons le problème aujourd'hui. A la surface, vous avez une extension territoriale, un renforcement de puissance économique, mais, en réalité, à quoi avez-vous à faire? En fait, vous avez à faire à un affaiblissement de l'Union Soviétique. Nous avons déjà traité assez longuement de cette question. Militairement, vous avez l'encerclement de l'Union Soviétique. Vous le niez? Je comprendrais que Byrnes tente de le nier; je comprendrais que Staline, sifflant dans la nuit, tente de le nier, mais il est tout à fait évident que l'Union Soviétique est encerclée comme jamais elle ne l'a été auparavant par les plus grandes forces impérialistes que l'on ait jamais vues, sous la direction de l'Amérique, du point de vue stratégique. Économiquement, la destruction et la guerre l'ont tellement affaiblie qu'elle s'effondrerait économiquement sous le pillage du glacis. Ce n'est que par le pillage et l'incorporation économique des pays occupés qu'un semblant de reconstruction est possible. Dans l'ancien cadre de l'Union Soviétique, sans les nouveaux territoires occupés, cela ne serait pas possible aujourd'hui. Il est clair que nous devons parler d'un affaiblissement. Politiquement — là nous n'avons pas la moindre divergence —, je pense que sur ce point, vous êtes d'accord que politiquement, comme cela était dit hier, en tant qu'État ouvrier dégénéré, l'Union Soviétique, en fonction de la politique stalinienne, s'est énormément affaiblie au cours de la guerre, ayant perdu encore plus le soutien des masses, par sa politique qui les repousse d'elle dans les territoires occupés.

Toute la question, lorsqu'on veut examiner la force relative de l'Union Soviétique, est : Où les camarades veulent-ils en venir? Quelles conclusions tirent-ils de leurs divergences? Pour notre part, nous tirons la conclusion pour ce qui est de notre analyse générale que l'Union Soviétique est en plus grand danger que jamais, et en conséquence, nous réaffirmons notre position sur la défense de l'U. R. S. S.; de même, nous affirmons que la politique stalinienne est plus répréhensible et dangereuse que jamais auparavant, et en conséquence, nous réaffirmons notre lutte contre le stalinisme d'autant plus fermement. Nous déduisons aussi de cela que le danger de guerre est un véritable danger auquel nous ayons à faire, et en conséquence, nous alertons la classe ouvrière sur le danger de guerre, et nous l'appelons à lutter contre ce danger.

Maintenant je voudrais demander, camarades, quelles conclusions tirez-vous de votre analyse; s'il y a une telle appétence dans la discussion, après tout, nous ne sommes pas des académiciens, nous ne discutons pas dans une classe d'écoliers, nous discutons en vue de tirer des conclusions. Quelles conclusions tirez-vous?

Venons-en maintenant à la seconde question sur laquelle il me semble qu'il y a une divergence réelle qui n'a pas non plus été clarifiée, la question de la reprise économique. De quoi s'agit-il là, et au sujet de quoi discutons-nous? Qu'est-ce que toutes les statistiques disent, et qu'en déduisons-nous? Permettez-moi de rappeler ce que la résolution d'avril disait à ce sujet. Je l'ai citée aux camarades anglais à leur Congrès. Ce que la résolution disait, loin d'être la négation de la possibilité d'une reprise, était *« qu'une reprise était en train de s'opérer »*, déjà alors que nous étions en train d'ériger la résolution. *« mais que cette reprise se faisait à un rythme très lent, en général, maintenant la production à un niveau de stagnation économique »*, et, de plus sans perspective. C'est contre cela où vous faut argumenter, camarades, c'est ce qu'il vous faut désapprouver si vous voulez prouver autre chose. En contraste avec cela, comment caractérisez-vous donc l'évolution économique actuelle? J'ai lu votre votre document je pense que vous devez en être un peu honteux aujourd'hui, car les documents écrits pour votre conférence décriaient les perspectives économiques comme celles d'un boom. Non pas un « bloom » (épanouissement), comme le camarade Conrad l'a dit, mais un boom. Les conditions classiques permettant un boom sont présentes, dites-vous, et vous citez des chiffres : on est à 83 p. c. du niveau de la production industrielle de 1938. Quand j'examine vos chiffres sur la production, je me souviens des chiffres que les politiciens travaillistes citent. J'ai lu le discours de Morrison, l'autre jour, dans lequel il comparait la situation économique actuelle avec celle de 1935 (ce qui est évidemment un point de comparaison meilleur, étant donné que 1935 était une année de crise économique qui précède la reprise due à la course aux armements); parmi les plus grandes réalisations, il cite un accroissement de 1500 p. c. dans la production de balles de tennis. Le fait même qu'un politicien inclut de tels faits pour montrer la reprise de l'industrie britannique montre sur quels dérisoires prétextes ils

basent leur optimisme au sujet de la reprise. Évidemment, Morrison cite d'autres chiffres, de plus sérieux; je ne mentionne que l'augmentation dans la production de balles de tennis pour souligner quelle caricature les politiciens bourgeois et travaillistes eux-mêmes doivent présenter lorsqu'ils tentent de spéculer sur la reprise.

Maintenant quelle est exactement la situation en fonction de ces chiffres? Vous dites qu'on a réalisé 83 p. c. de la production de 1938. Qu'est-ce que c'était que 1938, camarades? C'est déjà une période de crise de pourrissement pour l'économie capitaliste. Ne savez-vous donc pas que depuis 1939, il n'y a pas eu de véritable reprise, que même les économistes bourgeois classiques ne parlent pas de reprise? Ainsi, lorsque vous citez les chiffres de 1938, ces chiffres représentent déjà une période de stagnation, et c'est ce que vous devriez prendre en considération, et c'est en partant de ce point de vue que nous disons que nous avions absolument raison dans la description que nous avons donnée de la soi-disante reprise économique actuelle dans la résolution d'avril.

Il y a eu aussi quelques comparaisons avec 1920-21 et avec l'analyse du III^e Congrès. Je n'ai pas lu récemment les documents du III^e Congrès, mais il me semble que c'est le III^e Congrès et particulièrement Trotsky en tant que rapporteur sur cette question qui tenta de souligner ceci : dans la lutte pour le partage du revenu national, le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat fut renversé par la vague de luttes révolutionnaires qui suivit la guerre. La bourgeoisie fut sauvée d'un effondrement complet par la social-démocratie. En vue d'empêcher le retour d'une situation catastrophique, elle cherchait à maintenir la social-démocratie sur ses positions. C'est-à-dire, en vue de rétablir l'équilibre politique entre les classes, le Vieux expliquait, me semble-t-il, en maintenant les sociaux-démocrates pour éviter la révolution, la bourgeoisie était forcée de continuer avec un rapport de force interclasses non en rapport avec l'économie, c'est-à-dire qu'en vue d'assurer une base économique pour la social-démocratie, elle était prête à faire quelques concessions économiques aux travailleurs en vue d'aider le réformisme à garder son contrôle sur eux. A cette époque, la bourgeoisie européenne était encore dans une position économique qui lui permettait d'agir ainsi jusqu'à un certain point.

Quelle est la situation aujourd'hui? La situation aujourd'hui est quelque chose de tout à fait différent. Aujourd'hui, l'économie européenne est complètement épuisée. Vous avez une Europe qui est fragmentée économiquement, qui ne peut exister sans l'aide de l'Amérique et l'économie américaine elle-même est rongée de conflits sociaux. Et c'est sur cette base que nous devons que toute reprise à l'heure actuelle est sans perspective. Que l'agonie mortelle du capitalisme qui caractérise l'économie de notre période, se fait forcément sentir dans cette soi-disant reprise, et obligatoirement entraîne de nouvelles crises, et de cela nous tirons la conclusion que la bourgeoisie européenne ne peut fournir aucune base stable de quelque importance au réformisme, et que cela entraîne nécessairement des crises sur le plan politique, et, en conséquence, des situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires qui donnent de nouvelles occasions et possibilités pour la construction de nos partis et de nos partis révolutionnaires indépendants; telle est la conclusion que nous tirons. Quelles conclusions tirez-vous de votre analyse, camarades? Quels changements dans la tactique proposez-vous? Bon, vous ne le dites pas, mais vous faites un bloc avec le camarade Geoffroy pour rejeter le rapport, avec les camarades de la nouvelle majorité en France. Bon, vous pouvez tirer de nombreuses satisfactions de ce bloc, mais l'ancien peur qu'il ne résolve rien pour vous. Le camarade Geoffroy et ses amis, comme il me semble que cela a déjà été indiqué ici, sont au moins conséquents dans leurs critiques. Ils ne s'attaquent pas à la ligne sans but. Certainement, ils n'ont pas encore élaboré une ligne tout à fait nette eux-mêmes, mais ils s'orientent dans une certaine direction. Ils rejettent notre analyse fondamentale sur la période et ils le disent. Comme le camarade Geoffroy nous le disait hier, ils ne voient aucun état de guerre civile dans le monde. En Chine, en Orient, cela ne les concerne pas; ce n'est pas une caractéristique déterminante de la période. Ils voient, d'autre part, la solidarité internationale du capitalisme face au manque de solidarité internationale de la classe ouvrière; c'est le tableau de la situation qu'ils ont tracé. Ils voient déjà une reconstruction de l'économie européenne, disent-ils, et en dépit des conflits sociaux, la bourgeoisie européenne n'a pas été entravée dans la reconstruction de son économie. Ils soulignent aussi la force de la bureaucratie soviétique, bien que je ne les ai point vu développer ce point jusqu'à présent. Ils soulignent la force des partis stalinien et réformistes et ils commencent à tirer quelques conclusions tant sur le programme que sur la tactique concrète. Ils commencent par rejeter de petits morceaux de notre programme transitoire. Bien, mais au moins ils tentent d'approfondir les choses jusqu'à leurs conséquences; fausement, à mon avis, dans une direction dangereuse, mais ils sont conséquents.

Mais qu'est-ce que les camarades anglais recherchent dans cette discussion, à part un bloc avec quelqu'un, ou quiconque, contre le S. I. avec lequel ils se déclarent en accord fondamental? Personne n'en sait rien. Je voudrais bien le savoir. Peut-être que les camarades clarifieront cela pour nous, le clarifieront pour eux et pour leurs propres membres dans les jours à venir. Je l'espère, mais jusqu'à présent, ils ne l'ont pas encore fait.

PAUL

Étant donné le peu de temps, je me limiterai à un seul aspect de la question, la reprise économique européenne, question-clé dans cette discussion, étant donné que le camarade Haston déclare que « l'histoire a prouvé les erreurs du S. I. depuis six mois » et que « le rapport présent répète et aggrave ces erreurs du S. I. », formule reprise par le camarade Conrad. Maintenant les camarades Haston, Geoffroy et Conrad nous désapprouvent pour avoir « mélangé » l'économie européenne et au lieu de cela, ils ont insisté beaucoup sur la France, car l'économie française, disent-ils, « a un rôle très important dans l'économie européenne ». Je pense qu'ils ont pris la question sous cet angle parce que la France est en ce moment le pays le plus fort du continent, si on la compare par exemple avec l'Italie ou l'Allemagne, et ils pensent que cela va aider leur argumentation. Très bien, je suis prêt à accepter la discussion sur ce terrain que nos adversaires ont eux-mêmes choisi. Jetons donc un coup d'œil sur l'économie française.

Déjà, en mars, il était possible de voir les perspectives suivantes : pourvu que les réformistes et particulièrement les staliens parviennent à retenir les masses de passer à la lutte pour leurs revendications, le capitalisme français pourrait ramener la production jusqu'à un niveau de 80 à 85 p. c. de 1938, vers la fin de cette année. Telle était notre perspective, celle d'une reprise lente et saccadée. Mais il était aussi visible, déjà en mars, qu'une fois atteint ce point de 80 à 90 p. c. de 1938, la production française atteindrait un plafond, ne serait-ce qu'en raison de la crise du charbon et de la main-d'œuvre. Est-ce que ces perspectives ont été justifiées ou y a-t-il eu un boom? Je propose de donner quelques chiffres supplémentaires pour confirmer les perspectives générales de la résolution de la pré-conférence, et je pense qu'elles ne seront pas plus « confuses » que celles de l'exposé du camarade rapporteur.

D'abord je veux revenir une fois encore sur ce que 80 p. c. de 1938 signifie, et ce que signifiait 1938 pour la France. La pratique générale des statisticiens bourgeois est de prendre 1938 comme indice 100; mais si l'on fait cela et comparons avec 1929, nous trouvons les chiffres suivants :

Les entreprises de construction ont diminué de l'indice 200;
La métallurgie de 150;
La mécanique de 146;
L'indice général de production de plus de 130, etc.

En d'autres termes, 1938 était déjà, comme on l'a souligné, une période de stagnation relative.

Maintenant au sujet des progrès lents et saccadés depuis mars. Nous voyons que le seul secteur de l'économie française, qui ait fait un réel démarrage depuis mars jusqu'à maintenant, est l'aluminium qui est passé de l'indice 98 à 152. Tout le reste est du même genre que les chiffres suivants.

(Je dois spécifier, pour éviter tout quiproquo, que ce tableau, d'après une publication commerciale d'où je tire mes citations, donne une série de chiffres différents de ceux utilisés dans le document qui furent pris dans « Statistique Générale de la France », mais ils serviront parfaitement à montrer les progrès de la production dans divers secteurs industriels et de la production d'ensemble.)

Métallurgie, de 65 à 81;
Automobile, de 60 à 71;
Constructions, de 63 à 75;
Textiles, de 67 à 75;
Carburant, de 119 à 120;
Électricité, de 111 à 112;
Charbon, de 109 à 100;
Industries extractives, de 95 à 93;
Industries chimiques, de 60 à 79;
Produits fabriqués en cuir, 67 à 71.

Alors, camarades, cela est très loin d'être un boom, et c'est précisément ce que nous avons défini, une reprise lente et très saccadée. De plus, l'apatissement des lignes des graphiques montre qu'ils ont bientôt, sinon parfois, déjà atteint le plafond à prévoir. La question du charbon est un très bon exemple et un exemple-clé. Le camarade Geoffroy a spécifié que la France fait de grands efforts pour remplacer le charbon par la puissance hydro-électrique, mais les plans qu'ils ont faits n'auront pas de résultats à plein avant dix ans, et l'effort exceptionnel qu'ils ont fait l'année dernière pour se lancer dans la production hydro-électrique avait déjà commencé depuis longtemps et remplacera environ un million de tonnes de charbon annuellement, ce qui est, comme vous pouvez le voir, une goutte d'eau dans la mer. En utilisant la main-d'œuvre esclave des prison-

niers allemands dans les mines, ils sont parvenus à ramener la production jusqu'au misérable niveau de 1938, mais seulement sur la base d'un accroissement considérable de travailleurs, étant donné que la productivité par tête est, à l'heure actuelle, tout juste supérieure à celle de 1943, pendant l'occupation nazie, et nulle part elle n'est la même qu'en 1938. Le problème du charbon actuellement pour la France dépend de ses importations qui étaient de deux millions de tonnes par mois avant guerre et qui atteignent péniblement un million actuellement.

Les possibilités en charbon, à l'heure actuelle, pour la France sont de 80 p. c. de la pauvre année 1938. Ils pourraient s'accroître si les Anglo-Saxons leur donnaient un quota plus fort du charbon de la Ruhr. Mais je pense que nous pouvons déduire de la politique anglo-américaine en Allemagne que les Français ne sont pas près de voir leur quota augmenter; ils n'ont même pas reçu aujourd'hui le quota mensuel fixé. L'Angleterre ne peut fournir le charbon dont elle-même a besoin. Ainsi le seul pays duquel la France peut recevoir du charbon est les États-Unis. Mais ce charbon, par ailleurs souvent d'une qualité douteuse, est une proposition peu économique, revenant à 19 ou 20 dollars la tonne, si on le compare aux prix bien plus bas du charbon européen, et, de plus, cela pose la question du commerce extérieur qui, comme nous le verrons, est une question très critique pour la bourgeoisie française à l'heure actuelle.

Aussitôt après celle du charbon, le secteur le plus critique de l'économie nationale est l'acier, et pour la production de l'acier, on sacrifie beaucoup de choses. Le plan Monnet a modifié dans une certaine mesure le processus de la production de l'acier, la production des aciers électriques avant été considérablement développée. Toute la répartition du charbon a été rationalisée de telle sorte que l'industrie de l'acier reçoit les qualités de charbon qui lui conviennent. Un effort a été fait pour utiliser une plus grande proportion de charbon français par la modification des hauts fourneaux. Et même de cette manière, on atteint un plafond. Je pense qu'il est possible que si l'on continue à sacrifier un certain nombre d'industries à celle de l'acier, elles arriveront à atteindre 80 p. c. environ de 1938, mais toute augmentation supplémentaire ne pourra se faire que par une conversion à long terme de l'industrie de l'acier, impliquant l'investissement de quelque 56 milliards de francs qu'ils n'ont pas.

De plus, la France est dans une situation différente de la plupart des pays européens par le fait qu'elle commence à souffrir d'un manque de main-d'œuvre. La seule solution à cela est l'importation de main-d'œuvre supplémentaire ou la destruction du marché noir qui, par un énorme accroissement de l'artisanat et du commerce à petite échelle, retient en dehors de la production normale plusieurs millions d'individus, ou l'augmentation de la productivité du travail.

Je vais donner quelques chiffres pour montrer où en est la productivité du travail en France à l'heure actuelle.

Pour extraire 4 tonnes de charbon par jour, il faut : 1 ouvrier aux États-Unis; 2 ouvriers dans la Ruhr et 4 en France.

Pour produire une automobile : 25 journées de travail pour 1 ouvrier aux États-Unis; 85 journées en France.

Les indices généraux de la productivité par travailleur sont : France, 1; Angleterre, 1,8 à 2; États-Unis, 3.

Cela ne provient pas d'un manque d'aptitudes de la part de l'ouvrier français, mais du mauvais équipement des entreprises. L'âge moyen des machines en France est de 27 ans et elles sont bien plus inadéquates que leur âge ne l'indique, étant donné que durant l'occupation, elles ont fonctionné à plein, mal entretenues, par des travailleurs non qualifiés ou qui sabotent, et elles ont été forcées. Environ 30 000 furent complètement perdues, enlevées ou détruites. Les chiffres du gouvernement indiquent qu'il faudrait en remplacer 200 000 sur un total évalué à 550 000 en cinq ans, ce qui ne ramènerait l'âge moyen qu'à 13 ans. La capacité de production en machines de la France elle-même n'est que de 20 000 par an.

Cela soulève la question de l'accumulation du capital. A une conférence de grands industriels et de dirigeants ouvriers, l'année dernière, on évaluait qu'il faudrait 470 milliards de francs 1938 pour rétablir l'industrie française à son niveau de 1938. A la même conférence, on estimait que l'accumulation de capital total pour la France ne dépassait pas 20 milliards de francs 1938. En d'autres termes, si la France se limitait à ses seules ressources, cela représenterait 20 ans pour en revenir au niveau de 1938 en ce qui concerne les machines, une situation sans espoir. Mais pour l'accélérer, comme le plan Monnet essaie de le faire, par l'importation massive de machines lourdes d'Amérique, cela nécessite 3 milliards de dollars au rythme actuel de leur prix, et cela implique la question critique du commerce extérieur.

Je vous demande si cela est un tableau de ce que le camarade Conrad appelait une « réhabilitation ». De plus, je veux souligner qu'en ce qui concerne la situation de la main-d'œuvre, cette situation exceptionnelle peut très aisément se changer en sens contraire dans certaines circonstances concrètes et que si, par exemple, les prix en France sont tels qu'elle sera incapable de tenir sur le marché mondial, il peut se produire très vite un